

*[Important note: The following convenience translation is based on a machine translation. It has been prepared for information purposes. The machine translation has not been reviewed by Allianz. We do not assume any liability, either expressly or tacitly, for the preciseness, completeness or correctness of the translation. In case of deviations between the original text and this translation, the original text will be binding.]*

**PLAN DE FUSION TRANSFRONTALIÈRE**

entre

**AWP HEALTH & LIFE SERVICES LIMITED**

Entité transférante et

**AP SOLUTIONS GMBH**

Entité réceptrice

9 avril 2025

## Contenu

PRÉAMBULE.....	3
1. ENTITÉS FUSIONNANTES (Section 307 (2) no 1 UmwG et Regulations 28(2)(a) et (b) of le règlement irlandais sur les fusions) .....	5
2. TRANSFERT DE PATRIMOINE PAR VOIE DE FUSION.....	6
3. EFFICACITÉ DE LA FUSION .....	6
4. PAS DE CONSIDERATION ; PAS DE CONTRÔLE DE FUSION ; PAS DE RAPPORT DE CONTRÔLE DE FUSION ; PAS D'EXAMEN ; PAS DE RAPPORT D'EXPERT (Section 307 (2) no 2, 3, 5, 13 UmwG et Règlements 28(2)(c) et (m) des règlements irlandais sur les fusions) .....	6
5. RAPPORT DE FUSION ; RAPPORT EXPLICATIF .....	7
6. DATE DE PRISE D'EFFET DE LA FUSION À DES FINS COMPTABLES ; BILAN FUSION DATE DU ; ÉVALUATION DES ACTIFS ET PASSIFS TRANSFÉRÉS (Section 307 (2) no 6, 11, 12 UmwG et Règlements 28(2)(f), (k) et (l) de la loi irlandaise sur la protection de l'environnement). Règlement sur les fusions).....	8
7. LES EFFETS ATTENDUS SUR L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES IMPLIQUÉES DANS LE PROJET. FUSION (article 307 (2) no 4 UmwG et règlements 28(2)(d) et (e) de la loi irlandaise sur la protection de l'environnement) Règlement sur les fusions).....	8
8. PAS DE NÉGOCIATION SUR UN ACCORD DE CO-DÉTERMINATION (article 307, paragraphe 2, point 10) UmwG et l'article 28(2)(j) du règlement irlandais sur les fusions) .....	13
9. PAS D'OCTROI DE DROITS SPÉCIAUX OU D'AVANTAGES SPÉCIAUX (article 307, paragraphe 2) no 7 et 8 de l'UmwG et les règles 28(2)(g) et (h) du règlement irlandais sur les fusions).....	13
10. L'ACTE CONSTITUTIF ET LES STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE (Article 307 (2) no 9 UmwG et règlement 28(2)(i) du règlement irlandais sur les fusions).....	14
11. GARANTIES OFFERTES AUX CRÉDITEURS (article 307, paragraphe 2, point 14 de l'UmwG et article 307, paragraphe 2, point 14 de l'UmwG) Règlement 28(2)(n) du règlement irlandais sur les fusions).....	14
12. DISPOSITIONS FINALES .....	14

## PLAN COMMUN DE FUSION

### TRANSFRONTALIÈRE ENTRE LES

#### SOUSSIGNÉS :

1. **AWP Health & Life Services Limited**, société privée à responsabilité limitée par actions constituée en Irlande sous le numéro d'enregistrement 509216 et dont le siège social est situé à 15 Joyce Way, Park West Business Campus, Nangor Road, Dublin 12, Dublin, Irlande,

ci-après dénommée "**l'entité transférante**",

#### ET

2. **AP SOLUTIONS GMBH**, société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) de allemand, dont le siège social est situé à Munich, Allemagne, et dont le siège social est situé à Königinstraße 28, 80802 Munich, Allemagne, inscrite au registre du commerce du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 177695,

ci-après dénommée "**entité réceptrice**".

L'Entité cédante et l'Entité réceptrice sont ci-après désignées collectivement comme les "**Parties**" et chacune séparément comme une "**Partie**".

### PRÉAMBULE

- (A) Le conseil d'administration de l'Entité transférante et les directeurs généraux de l'Entité bénéficiaire ont l'intention de fusionner l'Entité transférante avec l'Entité bénéficiaire par le biais d'une fusion transfrontalière par absorption (la "**Fusion**").
- (B) La Fusion fait partie d'une opération globale visant à regrouper les sociétés de services européennes du groupe Allianz Partners, dont font partie l'Entité transférante et l'Entité bénéficiaire, en une seule entité juridique basée en Allemagne qui gèrerait les activités de services locales par le biais de succursales, dans le but de simplifier l'organisation juridique du groupe Allianz Partners.
- (C) L'Entité Bénéficiaire a une succursale en Irlande. Dès que possible après la réalisation de la Fusion, l'Entité Bénéficiaire sera fusionnée avec Allianz Partners Deutschland GmbH, une autre société allemande à responsabilité limitée au sein du groupe Allianz Partners (la "**Fusion subséquente**") par le biais d'une fusion nationale conformément au droit allemand. Allianz Partners Deutschland GmbH possède également une succursale en Irlande. L'intention des parties est que la fusion et la fusion subséquente soient réalisées à la même date, tandis que la fusion subséquente sera soumise à la condition suspensive de la réalisation de la fusion. En conséquence, la succursale irlandaise d'Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités exercées par l'Entité transférante après la réalisation de la Fusion et de la Fusion subséquente (à l'exception des activités de

la succursale belge de l'Entité transférante, cf. (D) ci-dessous). S'il devait y avoir une période intermédiaire entre la réalisation de la Fusion et la Fusion subséquente, la succursale irlandaise d'AP Solutions GmbH poursuivra les activités de l'Entité transférante pendant cette période intermédiaire (à l'exception des activités de la succursale belge de l'Entité transférante, cf. (D) ci-dessous).

- (D) L'Entité transférante ainsi que l'Entité bénéficiaire et Allianz Partners Deutschland GmbH ont chacune une succursale en Belgique. Il est prévu qu'après la Fusion et la Fusion subséquente, succursale belge d'Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités exercées par la succursale belge de l'Entité transférante à partir de la date à laquelle la Fusion devient effective (c'est-à-dire à partir de la Date de réalisation, telle que définie ci-dessous à la Section 3.1). S'il devait y avoir une période intermédiaire entre la réalisation de la Fusion et la Fusion subséquente, la succursale belge de l'Entité bénéficiaire poursuivra les activités exercées par la succursale belge de l'Entité transférante pendant cette période intermédiaire.
- (E) Lorsque la Fusion deviendra effective, les actifs et passifs de l'Entité transférante seront attribués à la succursale irlandaise de l'Entité réceptrice, à l'exception des actifs et passifs relatifs à la succursale belge de l'Entité transférante, qui seront transférés à la succursale belge de l'Entité réceptrice. Lorsque la Fusion subséquente sera effective, ces actifs et passifs seront alors attribués respectivement à la succursale irlandaise d'Allianz Partners Deutschland GmbH et à la succursale belge d'Allianz Partners Deutschland GmbH. Les activités transférées seront alors gérées par Allianz Partners Deutschland GmbH.
- (F) La Fusion est une fusion transfrontalière et est réalisée conformément aux dispositions légales applicables en Irlande et en République fédérale d'Allemagne, mettant en œuvre la directive 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, telle que consolidée dans la directive 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur certains aspects du droit des sociétés. En Irlande, la Fusion est mise en œuvre conformément aux dispositions de la partie 3 des European Union (Cross-Border Conversions, Mergers and Divisions) Regulations 2023 (telles que modifiées) (les " **Irish Merger Regulations** "). En République fédérale d'Allemagne, la fusion est mise en œuvre conformément aux dispositions de la première partie du livre six (articles 305 à 318) de la loi allemande sur la transformation ("**UmwG**").
- (G) L'actionnaire unique de l'Entité apporteuse et de l'Entité bénéficiaire est Allianz Partners SAS, une *société par actions simplifiée* de droit français, dont le siège social est situé à Saint-Ouen-sur-Seine, France, et dont le siège social est situé 7 rue Dora Maar 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 301 763 116.

L'Entité transférante et l'Entité bénéficiaire conviennent par la présente du plan de fusion conjoint suivant (le "**Plan de fusion**").

## IL EST PRIS ACTE DE CE QUI SUIT :

### 1. ENTITÉS FUSIONNANTES (article 307 (2) no 1 UmwG et articles 28(2)(a) et (b) du règlement irlandais sur les fusions)

#### 1.1. Entité transférante

L'entité transférante, AWP Health & Life Services Limited, est une société privée à responsabilité limitée par actions constituée en Irlande sous le numéro 509216 du Companies Registration Office ("**CRO**") et dont le siège social est situé à 15 Joyce Way, Park West Business Campus, Nangor Road, Dublin 12, Dublin, Irlande.

Le capital social émis de l'Entité transférante est de 100,00 EUR, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1,00 EUR chacune. Toutes les actions de l'Entité transférante sont entièrement libérées et directement détenues par Allianz Partners SAS, qui est l'unique actionnaire de l'Entité transférante. L'Entité transférante n'a pas émis d'autres instruments financiers plus des actions de l'Entité transférante.

L'Entité transférante a établi une succursale en Belgique pour fournir des services d'administration de tiers (la "**Succursale belge transférante**"). Dans le cadre de la Fusion, les informations relatives à la Succursale belge transférée seront mises à jour auprès du greffe du Tribunal de Commerce de Bruxelles.

#### 1.2. Entité réceptrice

L'entité destinataire, AP Solutions GmbH, est une société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) de droit allemand dont le siège social est situé à Munich, en Allemagne. Son siège social est situé Königinstraße 28, 80802 Munich, Allemagne. L'entité requise est inscrite au registre du commerce du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 177695.

L'entité réceptrice a un capital social de EUR 824.739,00, représenté par 824.739 actions d'une valeur nominale de EUR 1,00 chacune. Toutes les actions de l'Entité réceptrice sont directement détenues par Allianz Partners SAS qui est l'unique actionnaire de l'Entité réceptrice. L'Entité réceptrice n'a pas émis d'autres instruments financiers en plus des actions de l'Entité réceptrice.

L'entité réceptrice a une succursale établie en Irlande sous le numéro CRO 910102 et dont le siège se trouve à 11b Joyce Way, Park West Business Campus, Dublin 12, Dublin, Irlande.

L'Entité Recevante a également établi une succursale en Belgique (la "**Succursale Belge Recevante**"). Dans le cadre de la Fusion, les informations relatives à la succursale belge réceptrice seront mises à jour auprès du greffe du Tribunal de Commerce de Bruxelles.

## 2. TRANSFERT DE PATRIMOINE PAR VOIE DE FUSION

- 2.1. L'Entité transférante en tant qu'entité transférante est fusionnée dans l'Entité bénéficiaire en tant qu'entité bénéficiaire par le biais d'une fusion transfrontalière par absorption conformément à l'article 305 (1) UmwG en conjonction avec l'article 2 no 1 UmwG et par le biais d'une fusion transfrontalière par acquisition conformément à la partie 3 du Règlement irlandais sur les fusions. En conséquence de cette Fusion, l'Entité transférante transfère l'intégralité de son patrimoine, avec tous ses droits et obligations, à l'Entité bénéficiaire par dissolution sans liquidation. Lorsque la Fusion devient effective, l'ensemble du patrimoine de l'Entité transférante est transféré à l'Entité bénéficiaire par voie de succession universelle.
- 2.2. Tous les éléments d'actif et de passif de la succursale belge cédante seront transférés intégralement à la succursale belge réceptrice lorsque la fusion sera effective.

## 3. EFFICACITÉ DE LA FUSION

- 3.1 La Fusion devient effective conformément à l'article 305 (1) en conjonction avec l'article 20 (1) no 1 UmwG dès l'inscription au registre du commerce du Tribunal local de Munich responsable de l'Entité réceptrice (la "**Date de réalisation**"). Dès l'inscription de la Fusion au registre du commerce du tribunal local de Munich compétent pour l'Entité bénéficiaire, l'Entité transférante cessera d'exister, ses actifs et passifs seront transférés à l'Entité bénéficiaire dans leur intégralité, sans liquidation, et ses actions seront annulées.
- 3.2 À la date d'achèvement, la possession de tous les instruments de propriété, accords, certificats et autres documents, registres, livres ou dossiers relatifs aux actifs et aux droits de l'entité transférante est transférée à l'entité bénéficiaire.

## 4. PAS DE CONSIDERATION ; PAS D'AUDIT DE FUSION ; PAS DE RAPPORT D'AUDIT DE FUSION ; PAS D'EXAMEN ; PAS DE RAPPORT D'EXPERT (Section 307 (2) no 2, 3, 5, 13 UmwG et Règlements 28(2)(c) et (m) des règlements irlandais sur les fusions)

- 4.1 L'Entité transférante et l'Entité bénéficiaire sont toutes deux des filiales directes détenues à 100 % par Allianz Partners SAS. Par conséquent, une augmentation du capital social de l'Entité bénéficiaire par l'émission de nouvelles actions n'est pas nécessaire pour la mise en œuvre de la Fusion et n'aura pas lieu (Section 307 (3) no 2 (a) UmwG et Regulation 28(2)(c)(ii) de la Réglementation irlandaise sur les fusions).
- 4.2 Étant donné que toutes les actions de l'Entité transférante et de l'Entité bénéficiaire sont détenues par la même personne (Allianz Partners SAS) et qu'aucune action n'est émise en faveur des actionnaires de l'Entité transférante, conformément à l'article 307 (3) no 2 (a) de l'UmwG et à la règle 28(c) du Règlement irlandais sur les fusions, le présent Plan de fusion ne contient information sur un rapport d'échange d'actions.

(Section 307 (2) no 2 UmwG et Regulation 28(2)(c)(i) of the Irish Merger Regulations), le transfert de nouvelles actions dans l'Entité bénéficiaire (Section 307 (2) no 3 UmwG et Regulation 28(2)(c)(ii) of the Irish Merger Regulations), la participation aux bénéfices des nouvelles actions (article 307 (2) no 5 UmwG et règlement 28(2)(c)(iii) du règlement irlandais sur la fusion) ou toute compensation en espèces (article 307 (2) no 13 UmwG et règlement 28(2)(m) du règlement irlandais sur la fusion).

- 4.3 Étant donné que toutes les actions de l'Entité transférante et de l'Entité bénéficiaire sont détenues par la même personne (Allianz Partners SAS), un audit de fusion et un rapport d'audit de fusion ne sont pas requis conformément à l'article 8 (3) phrase 3 n° 1 (b) et n° 2 UmwG en conjonction avec les articles 9 (2) et 12 (3) UmwG en conjonction avec l'article 311 (2) phrase 1 UmwG, et qu'un examen du présent plan de fusion ou un rapport d'expert n'est pas requis en vertu de l'article 30(6) du règlement irlandais sur les fusions parce que actionnaire unique des parties a accepté de renoncer à cette exigence.

## 5. **RAPPORT DE FUSION ; RAPPORT EXPLICATIF**

- 5.1 Étant donné que toutes les actions de l'Entité transférante et de l'Entité bénéficiaire sont détenues par la même personne (Allianz Partners SAS), un rapport de fusion ou un rapport explicatif pour les actionnaires n'est pas requis conformément à l'article 8 (3) phrase 3 n° 1 (b) et n° 2 UmwG en conjonction avec l'article 309 (6) phrase 1 UmwG et le règlement 29(7) des règlements irlandais sur les fusions, car l'actionnaire unique des parties a accepté de renoncer à cette exigence.
- 5.2 Étant donné que toutes les actions de l'Entité transférante et de l'Entité bénéficiaire sont détenues par le même actionnaire et qu'aucune action n'est attribuée par l'Entité bénéficiaire dans le cadre de la Fusion, un rapport de fusion ou un rapport explicatif pour les employés de l'Entité transférante n'est pas requis en vertu du droit irlandais, conformément à la règle 47(2)(b) du Règlement irlandais sur les fusions. Une copie du présent Plan de fusion sera remise au CRO et les employés de l'Entité transférante seront informés qu'ils peuvent soumettre des commentaires concernant le présent Plan de fusion à l'Entité transférante avant la date de l'assemblée générale extraordinaire de l'Entité transférante conformément à la Réglementation 33(1) des Réglementations irlandaises sur les fusions.
- 5.3 Le rapport de fusion pour les employés a été mis à la disposition des représentants des employés compétents et, lorsqu'il n'y a pas de représentants des employés compétents, aux employés de l'Entité recevante avec un projet de ce Plan de fusion conformément à l'article 310 (1) UmwG et aux employés affectés à la succursale belge transférante ainsi qu'à la délégation syndicale qui est responsable de ces employés.

employés (l'Entité cédante n'a pas d'employés en dehors de la Branche belge cédante).

**6. DATE D'EFFET DE LA FUSION À DES FINS COMPTABLES ; DATE DU BILAN DE LA FUSION ; ÉVALUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF TRANSFERÉS (Section 307 (2) no 6, 11, 12 UmwG et Règlements 28(2)(f), k) et (l) des Règlements irlandais sur les fusions)**

- 6.1. L'acquisition des actifs de l'Entité transférante par l'Entité bénéficiaire aura lieu à des fins comptables entre les Parties avec effet au 1er janvier 2025, 0:00 heures Irish Standard Time (début de la journée). À partir de ce , toutes les actions et transactions de l'Entité transférante seront réputées avoir été effectuées pour le compte de l'Entité bénéficiaire (date effective de la fusion au sens de l'article 307 (2) no 6 UmwG et du règlement 28(2)(f) des règlements irlandais sur les fusions).
- 6.2. La date de transfert et d'acquisition aux fins de la fiscalité allemande est le 31 décembre 2024, à 24 heures (fin de journée). La date de transfert et d'acquisition aux fins de l'impôt irlandais est la date d'achèvement. Ainsi, les comptes de gestion irlandais devront être préparés et tenus par l'Entité cédante jusqu'à la Date d'achèvement.
- 6.3. Nonobstant les paragraphes précédents, le transfert de l'actif et du passif de la succursale belge cédante à la succursale belge cessionnaire aura lieu, à des fins comptables et fiscales, à partir de la date à laquelle la fusion deviendra effective (c'est-à-dire à partir de la date de réalisation).
- 6.4. La date des comptes financiers de l'Entité recevante et de l'Entité transférante, qui seront utilisés pour déterminer les conditions de la Fusion, est le 31 décembre 2024 (Section 307 (2) no 12 UmwG et Regulation 28(2)(l) of the Irish Merger Regulations).
- 6.5. Pour le transfert, les actifs de l'entité transférante ont été évalués à leur valeur comptable (article 307 (2) no 11 UmwG et règlement 28(2)(k) du règlement irlandais sur les fusions).

**7. LES EFFETS ATTENDUS SUR L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES IMPLIQUÉES DANS LE PROJET. FUSION (article 307 (2) no 4 UmwG et article 28(2)(d) et (e) du règlement irlandais sur les fusions)**

Dès que possible après la réalisation de la Fusion, l'Entité bénéficiaire sera fusionnée avec Allianz Partners Deutschland GmbH (la Fusion subséquente telle que définie dans le Préambule (C)) ci-dessus). L'intention des parties est que la Fusion et la Fusion subséquente soient réalisées à la même date. Par conséquent, dans un souci de transparence, les explications suivantes décrivent les effets attendus de la fusion et de la fusion subséquente. Il convient toutefois de noter que la fusion subséquente est juridiquement une fusion distincte.

## 7.1. Effets sur les salariés de l'entité transférante

L'Entité transférante n'avait aucun employé en Irlande au 28 février 2025. Cependant, l'Entité transférante avait 47 employés employés en Belgique à la succursale belge transférée 28 février 2025. Ainsi, toutes les références aux employés de l'Entité transférante dans le Plan de Fusion se rapportent aux employés de la Succursale belge transférée en Belgique. On s'attend à ce que le nombre d'employés ne change pas de manière significative au moment où la Fusion deviendra effective. Il n'existe pas de comité d'entreprise au sein de l'Entité transférante pour les employés de l'Entité transférante.

Conformément à l'article 46(1)(g) du Règlement irlandais sur les fusions, la fusion de l'Entité cédante entraînera le transfert de tous les droits et obligations découlant des contrats de travail des employés de l'Entité cédante à l'Entité bénéficiaire. Lorsque la fusion devient effective, toutes les relations de travail de l'entité transférante, avec tous les droits et obligations qui en découlent, sont donc automatiquement transférées à l'entité bénéficiaire. Les dispositions contractuelles individuelles ainsi que les autres accords d'entreprise, les engagements, les règlements et les droits acquis continueront à s'appliquer sans changement pour les employés transférés, même après la fusion. Aucune mesure de réduction du personnel, aucun changement opérationnel, aucun transfert ni aucune réorganisation n'est prévu dans le cadre de la fusion. Les accords d'entreprise ou les conventions collectives de travail applicables à l'Entité bénéficiaire ne s'appliqueront pas aux relations de travail des employés de l'Entité transférante après la Fusion. L'Entité Bénéficiaire sera responsable sans limitation de toutes les obligations, y compris les arriérés, découlant des relations de travail transférées à partir du moment du transfert de l'entreprise (c'est-à-dire le moment où la Fusion devient effective), conformément aux articles 305 (2) phrase 1, 20 (1) no 1 UmwG et à la Réglementation 46(1)(g) des Réglementations Irlandaises en matière de Fusion. L'Entité transférante ne sera plus responsable puisqu'elle cesse d'exister une fois la Fusion effective, conformément aux articles 305 (2) phrase 1, 20 (1) no 2 UmwG et à l'article 46(1)(c) du Règlement irlandais sur les fusions. L'Entité bénéficiaire poursuivra l'activité de l'Entité transférante avec les employés affectés à cette activité dans sa succursale en Belgique.

Étant donné que les employés de l'Entité transférante deviennent des employés de l'Entité bénéficiaire dès la réalisation de la Fusion, les conséquences de la Fusion subséquente pour les employés de l'Entité bénéficiaire (telles que décrites à la section 7.2 ci-dessous) s'appliquent également aux employés de l'Entité transférante lorsque la Fusion subséquente devient effective.

Les activités commerciales de l'Entité transférante ne changeront pas du fait de la Fusion. Aucune activité ou partie des activités de l'Entité transférante ne modifiée ou restreinte sur le plan organisationnel dans le cadre de la Fusion. La Fusion n'a aucun effet sur les employés de l'Entité transférante et leurs relations de travail (à l'exception du changement d'employeur). La Fusion

Le lieu de travail des employés de l'Entité transférante restera le même et ils continueront à travailler de la même manière qu'avant la Fusion. Il en sera de même pour la Fusion subséquente, car elle n'aura pas non plus de changement substantiel sur les employés de l'Entité transférante. Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités de l'Entité transférante et, après la réalisation de la Fusion, les activités de l'Entité bénéficiaire avec les employés affectés à ces activités dans ses succursales irlandaise et belge.

## 7.2. Informations sur les travailleurs intérimaires engagés par l'entité

transférante L'entité transférante n'engage pas de travailleurs intérimaires.

## 7.3. Effets sur les employés de l'entité bénéficiaire

Au 28 février 2025, l'entité recevante employait un total de 3 413 salariés, dont 327 en Allemagne. On s'attend à ce que nombre de salariés en Allemagne ne change pas de manière significative d'ici à ce que la fusion devienne effective. Il n'y a pas de comité d'entreprise local au sein de l'entité cessionnaire pour les salariés actuellement employés par l'entité cessionnaire en Allemagne. Des comités d'entreprise locaux et d'autres représentants du personnel existent au niveau des succursales de l'entité recevante en France, en Italie, en Espagne et au Portugal et ne seront pas affectés par la fusion. Ces représentants du personnel continueront d'exister chez Allianz Partners Deutschland GmbH après la fusion subséquente. Le comité d'entreprise du groupe (*Konzernbetriebsrat*) existant chez Allianz SE restera compétent en vertu des dispositions de la loi allemande sur les comités d'entreprise ("**BetrVG**"). Tout accord d'entreprise de groupe en vigueur au sein de l'Entité bénéficiaire continue s'appliquer après la Fusion et la Fusion subséquente. L'Entité transférante et l'Entité bénéficiaire ne sont pas membres d'une association d'employeurs en Allemagne. Les conventions collectives allemandes (*Tarifverträge*) ne s'appliquent pas directement avant la mise en œuvre de la Fusion et cela ne changera pas du fait de la Fusion et de la Fusion subséquente.

La Fusion n'a aucun effet sur les employés de l'Entité bénéficiaire et sur leurs relations de travail. De même, la Fusion subséquente n'aura aucun effet direct (à l'exception du changement d'employeur) sur les employés de l'Entité bénéficiaire (ou de l'une de ses succursales respectives).

Les activités de l'Entité bénéficiaire ne seront pas modifiées par la Fusion. Aucune activité ou partie d'activité de l'Entité bénéficiaire ne sera modifiée ou restreinte sur le plan organisationnel à la suite de la Fusion. De même, la Fusion subséquente n'aura aucun changement substantiel sur les employés de l'Entité bénéficiaire et ils continueront à opérer de la même manière qu'avant la Fusion et la Fusion subséquente. Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités de l'Entité bénéficiaire avec les employés affectés à ces activités dans les succursales respectives.

Les relations de travail des employés de l'Entité Recevante ne seront pas modifiées par la ; en particulier, la situation juridique des employés de l'Entité Recevante en matière de licenciement ne sera pas affectée par la Fusion. Dans la mesure où il existe des accords d'entreprise, des accords contractuels individuels et d'autres accords, engagements et conventions d'entreprise, ceux-ci ne seront pas affectés par la Fusion et aucun changement ne s'appliquera aux employés de l'Entité bénéficiaire. Aucune mesure susceptible d'avoir un impact sur les employés de l'Entité bénéficiaire n'est prévue dans le cadre de la Fusion.

Conformément aux législations locales respectives, la fusion subséquente entraînera le transfert de tous les droits et obligations découlant des relations de travail des salariés de l'entité bénéficiaire (y compris ceux employés dans ses succursales respectives) à Allianz Partners Deutschland GmbH et leur attribution à la succursale concernée. Lorsque la fusion subséquente deviendra effective, toutes les relations de travail de l'entité cessionnaire (y compris celles des employés de ses succursales respectives), avec tous les droits et obligations, seront donc automatiquement transférées à Allianz Partners Deutschland GmbH et attribuées à la succursale concernée. Les dispositions contractuelles individuelles ainsi que les autres accords d'entreprise, les engagements, les règlements et les droits acquis continueront à s'appliquer sans changement pour les employés transférés, même après la fusion subséquente. Aucune mesure de réduction du personnel, aucun changement opérationnel, aucun transfert ou réorganisation n'est prévu dans le cadre de la fusion subséquente. Après la fusion subséquente, tout accord d'entreprise d'Allianz Partners Deutschland GmbH conclu avec le comité d'entreprise général (*Gesamtbetriebsrat*) d'Allianz Partners Deutschland GmbH dans le cadre de ses responsabilités conformément à l'article 50, paragraphe 1, de la BetrVG s'appliquera aux salariés de l'entité absorbante employés en Allemagne. Cette disposition ne s'applique pas si un tel accord d'entreprise est limité à certaines activités commerciales d'Allianz Partners Deutschland GmbH ou si des dispositions collectives ou individuelles prépondérantes s'appliquent. Tout accord d'entreprise local applicable à Allianz Partners Deutschland GmbH en Allemagne ne s'appliquera pas relations de travail des employés de l'Entité Bénéficiaire après la Fusion subséquente. Allianz Partners Deutschland GmbH sera responsable sans limitation de toutes les obligations, y compris les arriérés, découlant des relations de travail transférées à partir du moment où la Fusion subséquente devient effective. À partir de ce moment, l'Entité bénéficiaire ne sera plus responsable puisqu'elle cessera d'exister. Après la réalisation de la Fusion subséquente, Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités de l'Entité bénéficiaire avec employés affectés à ces activités dans les succursales respectives. Conformément aux lois applicables, ni l'Entité transférante ni l'Entité bénéficiaire n'ont de conseil de surveillance. Allianz Partners Deutschland GmbH est en train de mettre en place un conseil de surveillance, qui comprendra un tiers de représentants des salariés.

La Fusion n'a pas non plus d'effets sur les employés d'autres entités qui seront transférés à l'Entité bénéficiaire dans le cadre de fusions transfrontalières d'autres juridictions qui seront mises en œuvre en parallèle et peuvent devenir effectives avant ou après la Fusion ; il en va de même pour les employés de l'Entité bénéficiaire.

aux employés des deux seules filiales de l'entité bénéficiaire, Neoasistencia Manoteras S.L.U. (Espagne) et AWP Brokers & Services Hellas SA (Grèce), qui seront également fusionnées dans l'Entité recevante parallèlement à la présente Fusion, ainsi que les filiales de l'une des entités transférantes dans le cadre d'une autre fusion transfrontalière (Sigma Reparaciones S.L.U. (Espagne), PROMultiTRAVAUX S.A.S.U. (France) et Multiassistance S.A. (France ; cette filiale devrait cesser d'exister du fait de sa fusion avec sa société mère avant Date de Réalisation)). Enfin, aucune mesure de réduction de personnel, de changement opérationnel, de transfert ou de restructuration n'est prévue dans le cadre de la fusion. Toutefois, comme les autres fusions transfrontalières peuvent devenir effectives avant la Fusion, elles peuvent avoir un impact sur le nombre salariés de l'Entité bénéficiaire employés en dehors de l'Allemagne au moment où la Fusion devient effective. Les effets de la fusion subséquente décrits ci-dessus s'appliquent également aux salariés qui deviennent salariés de l'entité absorbante dans le cadre d'autres fusions transfrontalières.

#### 7.4. Effets sur les pensions d'entreprise et les droits à pension d'entreprise (article 307 (2) no 16 UmwG)

Les pensions d'entreprise et les droits aux pensions d'entreprise des salariés employés ou anciennement employés par l'Entité cessionnaire ne seront pas affectés par la Fusion et les salariés employés ou anciennement employés par l'Entité transférante ne seront pas éligibles aux pensions d'entreprise de l'Entité cessionnaire.

Toutes les obligations découlant des pensions d'entreprise et des régimes de prestations connexes et les droits aux pensions d'entreprise et aux prestations connexes des salariés employés ou anciennement employés par l'Entité transférante seront transférés à l'Entité bénéficiaire et ne seront pas affectés par la Fusion, et l'Entité bénéficiaire deviendra l'employeur parrain des pensions d'entreprise et des régimes de prestations connexes, et les salariés employés ou anciennement employés par l'Entité bénéficiaire avant la date de la Fusion ne seront pas éligibles aux pensions d'entreprise de l'Entité transférante.

Toutes les obligations découlant des régimes de retraite d'entreprise et des régimes de prestations connexes, ainsi que les droits aux régimes de retraite d'entreprise et aux prestations connexes des salariés employés ou anciennement employés par l'entité cessionnaire seront transférés à Allianz Partners Deutschland GmbH dans le cadre de la fusion subséquente.

**8. PAS DE NÉGOCIATION SUR UN ACCORD DE CO-DÉTERMINATION (article 307, paragraphe 2, point 10)**

**UmwG et l'article 28(2)(j) du règlement irlandais sur les fusions)**

Comme l'entité cessionnaire a été constituée en vertu du droit allemand, les règles statutaires allemandes sur la co-détermination (future) s'appliqueraient. Toutefois, la fusion ne nécessite pas de procédure de négociation sur une (future) codétermination des salariés au sein de l'entité absorbante.

Ni l'Entité transférante ni l'Entité réceptrice n'ont de conseil de surveillance co-déterminé ou ne sont soumises à des règles de co-détermination applicables. L'Entité Recevante employait 327 salariés en Allemagne au 28 février 2025 et devrait continuer à employer environ 327 salariés en Allemagne après la réalisation des fusions proposées, étant donné que tous les autres salariés ainsi que les salariés transférés dans le cadre de fusions transfrontalières mises en œuvre en parallèle dans l'Entité Recevante seront employés dans des succursales situées en dehors de l'Allemagne ; il en va de même pour les salariés des deux filiales de l'Entité Recevante, Neoasistencia Manoterias S.L.U. (Espagne) et AWP Brokers & Services Hellas SA (Grèce), qui également fusionnées dans l'Entité recevante parallèlement à cette Fusion, ainsi que les employés des seules filiales de l'une des entités transférantes (Sigma Reparaciones S.L.U. (Espagne), PROMultiTRAVAUX S.A.S.U. (France) et Multiassistance S.A. (France ; cette filiale devrait cesser d'exister du fait de sa fusion avec sa société mère avant Date de Réalisation)). Par conséquent, les conditions préalables de l'article 5 de la loi allemande sur la codétermination des salariés dans les fusions transfrontalières ("**MgVG**") ne sont pas remplies. En outre, il n'existe à l'heure actuelle aucune règle en vigueur en Irlande concernant la participation/la codétermination des travailleurs. Par conséquent, aucune déclaration sur les procédures de négociation conformément à l'article 307 (2) no 10 de l'UmwG n'est requise.

**9. PAS D'OCTROI DE DROITS SPÉCIAUX OU D'AVANTAGES SPÉCIAUX (article 307, paragraphe 2, point 7)**

**et 8 UmwG et les règles 28(2)(g) et (h) du règlement irlandais sur les fusions)**

- 9.1. L'Entité Bénéficiaire n'accorde aux actionnaires des sociétés concernées par la Fusion ni aux détenteurs de titres autres que des actions de la société aucun droit au sens de la loi sur le droit d'auteur.

Section 307 (2) no 7 UmwG ou Regulation 28(2)(g) of the Irish Merger Regulations et aucune mesure au sens de ces dispositions n'est proposée.

- 9.2. Aucun avantage particulier au sens de l'article 307 (2) no 8 UmwG ou de la règle 28(2)(h) du Règlement irlandais sur les fusions n'a été ou ne sera accordé aux membres des organes d'administration, de gestion, de surveillance ou de contrôle de l'Entité transférante ou de l'Entité réceptrice.

10. **L'ACTE CONSTITUTIF ET LES STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE  
(Article 307 (2) no 9 UmwG et règlement 28(2)(i) du règlement irlandais sur les fusions)**

L'acte de fondation et les statuts de l'Entité bénéficiaire sont joints au présent Plan de fusion en tant qu'**Annexe 10** conformément à l'article 307 (2) no 9 UmwG et à la règle 28(2)(i) du Règlement irlandais sur la fusion et font partie intégrante du Plan de fusion. Les statuts de l'Entité bénéficiaire ne seront pas modifiés à la suite de la Fusion et resteront identiques à ceux joints à l'**Annexe 10** après la réalisation de la Fusion.

11. **GARANTIES OFFERTES AUX CRÉDITEURS (article 307 (2) no 14 UmwG et règlement 28(2)(n) du règlement irlandais sur les fusions)**

- 11.1. Aucune garantie n'a été offerte aux créanciers dans le cadre de la fusion. Le conseil d'administration de l'Entité transférante et les directeurs généraux de l'Entité bénéficiaire estiment en effet que les exigences en matière de garanties ne s'appliquent pas aux créanciers de l'Entité transférante en raison de la situation financière, de la solvabilité et de la liquidité solides de l'Entité bénéficiaire.
- 11.2. Les créanciers de l'Entité transférante qui, à date de dépôt du Plan de fusion auprès de l'ORC (la "**Date pertinente**"), sont titulaires d'une dette ou d'une créance à l'égard de l'Entité transférante et qui (i) ne sont pas satisfaits des garanties offertes aux créanciers dans le Plan de fusion et (ii) peuvent démontrer de manière crédible qu'en raison de la Fusion, la satisfaction de leur créance est en jeu et qu'ils n'ont pas obtenu de garanties adéquates de la part de l'Entité Bénéficiaire à cet , auront le droit de demander des garanties adéquates à la Haute Cour irlandaise dans un délai de trois mois à compter de la Date de Référence, conformément à la Règle 38(1) du Règlement Irlandais sur les Fusions.

12. **DISPOSITIONS FINALES**

- 12.1. Si une disposition du présent plan de fusion est ou devient invalide, impraticable ou inapplicable, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions. Au contraire, les parties s'engagent à remplacer la disposition invalide, impraticable ou inapplicable par une disposition qui soit à la hauteur de ce qui précède.

aussi proche que possible de l'intention économique des parties en ce qui concerne le sens et l'objectif de la disposition invalide, impraticable ou inapplicable. Il en va de même pour les lacunes éventuelles.

- 12.2. Les modifications ou ajouts au présent plan de fusion doivent être notariés (article 307 (4) de l'UmwG).
- 12.3. Le lieu d'exécution et la juridiction exclusifs pour toutes les réclamations découlant du présent plan de fusion ou en rapport avec celui-ci sont - dans la mesure où la loi le permet - Munich, Allemagne. Chacune des sociétés participant à la fusion se conformera également aux dispositions et formalités du droit national qui lui est applicable.

[*Pages de signature*]

**ANNEXE 10**  
**L'ACTE CONSTITUTIF ET LES STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE**

Registre des documents no

[timbre : 0264] G/2009

---

Mise en place d'un

société à responsabilité limitée de allemand (*Gesellschaft  
mit beschränkter Haftung*)

Le vingt-trois janvier de l'an deux mille neuf

- 23 janvier 2009 -

s'est présenté devant moi, **Dr Thomas Kilian**, candidat notaire, officiellement nommé adjoint du notaire

Dr Tilmann Götte, à Munich,

avec son bureau à 80333 Munich, Briennerstraße 12/III, dans la propriété située Königinstraße 28, à 80802 Munich, où je me suis rendu sur demande :

1. Katrin Winterhalder, née le 19 avril 1970,  
avec une adresse commerciale à Munich, Königinstraße 28,
2. Werner Hierl, né le 14 mai 1959,  
avec une adresse commerciale à Munich, Königinstraße 28,

tous deux personnellement connus, [*ajout manuscrit* : M. Hierl s'est en outre identifié en présentant sa carte d'identité nationale,]

dans ce qui suit, agissant au nom

dAllianz Deutschland AG  
dont le siège est à Munich, Tribunal d'instance (*Amtsgericht*) de Munich, immatriculation  
tribunal, HRB 158878,

et adresse à 80802 Munich, Königinstraße 28,

en tant que titulaire d'une procuration générale (*Prokuristen*) avec pouvoir de représentation  
conjointe.

A la demande des personnes comparaissant et conformément aux déclarations faites par elles, j'authentifie ce qui suit :

### **I. Conclusion de l'accord**

Allianz Deutschland AG, dont le siège social est situé à Munich, établit par la présente une

société à responsabilité limitée de droit allemand (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*)  
ou "GmbH")

et établit les statuts joints en annexe au présent acte. A compter de ce jour, la société est réputée être en cours de constitution.

### **II. Capital social**

Le capital social de la société est de 25 000,00 euros.

Il est souscrit à hauteur de 25.000,00 EUR par Allianz Deutschland AG, Munich, et doit être immédiatement versé en espèces et en totalité à la société.

### **III. Directeurs généraux**

Les personnes nommées ci-dessous sont désignées comme directeurs généraux (*Geschäftsführer*) :

1. Stefan Lütticke, Grasbrunn, né le 28 décembre 1968,
2. Dr Peter Damm, Dachau, né le 7 juin 1961 ;

ils sont autorisés par les statuts à représenter la société et sont exemptés des restrictions prévues à la section 181 du code civil allemand (*Bürgerliches Gesetzbuch*) en vertu de l'article 7 des statuts.

#### **IV. Copies**

Des copies certifiées conformes de cet acte seront remises à :  
l'actionnaire,  
l'entreprise,  
le bureau des impôts, le service de la retenue à la source de l'impôt sur  
le revenu des investissements le tribunal d'enregistrement.

#### **V. Conseil du notaire**

Le notaire adjoint a notamment informé les parties concernées de la date et des conditions d'entrée en vigueur de la GmbH, ainsi que de leur responsabilité personnelle pour les actes accomplis antérieurement.

#### **VI. Locaux professionnels**

Les locaux de l'entreprise sont situés dans la Königinstraße 28 à 80802 Munich.

, y compris l'annexe, par le notaire adjoint, approuvée par les  
parties concernées.  
et signé de leur propre main :

[écrit à la main : p.p. [illisible]].

p.p. [illisible]].

[Cachet rond : DR TILMAN GÖTTE  
NOTAIRE À MUNICH]

[signature illisible]  
[en caractères d'imprimerie : notaire adjoint].

# Statuts de l'association

## § 1

### Dénomination sociale et siège social

1. La raison sociale de l'entreprise est :

AZ-Argos 52 Vermögensverwaltungsgesellschaft mbH.

2. L'entreprise a son siège social à Munich.

## § 2

### Objet social

1. L'objet social de la société est la gestion de ses biens propres et de ceux de tiers.
2. La société peut investir dans des entreprises en Allemagne et à l'étranger, y compris en tant que partenaire général, et gérer leurs activités.

## § 3

### Capital social

1. Le capital social de la société

est de 25 000,00 euros.

- en toutes lettres : vingt-cinq mille euros -.

Le capital social doit être entièrement libéré en espèces immédiatement.

2. Allianz Deutschland AG, dont le siège est à Munich, s'engage à effectuer l'unique apport en capital (initial) dans le capital social de la société pour un montant de 25.000,00 EUR.

## § 4

### Exercice financier

L'exercice financier correspond à l'année civile.

## § 5

### Publications

Toute publication de l'entreprise sera faite dans le journal officiel fédéral électronique (*elektronischer Bundesanzeiger*).

## § 6

### Rachat d'actions

1. Les actions peuvent être rachetées avec le consentement de l'actionnaire concerné par une résolution d'actionnaire adoptée à la majorité simple des voix exprimées.
2. L'assemblée générale peut décider qu'au lieu du remboursement, l'action sera achetée par la société ou par les autres actionnaires au prorata de leur participation respective.

## § 7

### Gestion et représentation

1. L'entreprise a deux ou plusieurs gérants (*Geschäftsführer*). La société est représentée soit par deux gérants, soit par un agissant conjointement avec un détenteur d'une procuration générale (*Prokurist*).
2. Les directeurs généraux sont exemptés des restrictions en vertu de la section 181 du code civil allemand (*Bürgerliches Gesetzbuch*).
3. La direction est responsable de la désignation des titulaires d'une procuration générale.

## § 8

### États financiers annuels, répartition des bénéfices

1. Les états financiers annuels seront adoptés et la résolution sur l'affectation des bénéfices sera adoptée dans les délais prescrits par la loi.

2. Les associés peuvent décider, à tout moment avant l'adoption des comptes annuels après un examen consciencieux, à la majorité simple, de procéder à des distributions anticipées du bénéfice annuel escompté ou de parties de celui-ci. L'article 30 de la *loi* allemande *sur les sociétés à responsabilité limitée (GmbH-Gesetz)* doit être respecté.

## § 9

### Adoption des résolutions par les actionnaires et l'assemblée des actionnaires

1. Dans la mesure où la loi le permet, les actionnaires adopteront des résolutions sans qu'il soit nécessaire de tenir une assemblée générale. Les votes peuvent être exprimés sans aucune exigence de forme, mais doivent être exprimés par écrit.

La direction peut exiger que les actionnaires lui soumettent leur déclaration de vote dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande de vote. Dans ce cas, le fait de ne pas soumettre les votes en temps voulu sera considéré comme une non-participation au vote.

2. Les assemblées générales sont convoquées par les administrateurs généraux si la loi ou les statuts l'exigent ou si la convocation d'une assemblée apparaît nécessaire dans l'intérêt de la société pour toute autre raison. Elles doivent également être convoquées chaque fois qu'un actionnaire en fait la demande, en indiquant l'objet et les raisons de la convocation. Les assemblées peuvent également être convoquées verbalement ou par téléphone. Dans la mesure où la loi le permet, les assemblées des actionnaires peuvent se tenir en tout lieu en Allemagne ou à l'étranger, au choix de la direction.

3. Chaque tranche de 50,00 euros du montant principal d'une action donne droit à une voix.

## § 10

### Dispositions finales

Les frais liés à la création de la société auprès du notaire et du tribunal d'enregistrement, y compris les frais de publication, sont à la charge de la société jusqu'à concurrence de 2 000 euros.

[écrit à la main : p.p. [illisible]].                      p.p. [illisible]]

Je certifie que les données d'image (copie) contenues dans ce fichier correspondent à la copie papier qui m'a été présentée (original).

Munich, 5 février 2009

Dr Tilman Götte  
Notaire

**Registre des documents no** [timbre : H 3764 / 24]

**Attestation conformément à la section 54 (1) phrase 2 de la loi allemande sur les  
sociétés à responsabilité limitée (GmbH-Gesetz)**

Je soussigné, le notaire Sebastian Herrler à Munich, certifie par la présente que les dispositions modifiées dans les statuts ci-dessous correspondent à la résolution de modification des statuts, acte de ce notaire en date du 23 juillet 2024, registre des documents n° H 3676/24, et que les dispositions non modifiées correspondent au dernier texte complet des statuts qui a été déposé au registre du commerce.

Munich, 25 juillet 2024

[Cachet rond :  
SEBASTIAN HERRLER  
NOTAIRE À MUNICH].

[signature illisible]

Sebastian Herrler  
Notaire public

# **Statuts de l'association**

## **§ 1 Dénomination sociale, siège social**

(1) La raison sociale de l'entreprise est :

AP Solutions GmbH

(2) L'entreprise a son siège social à Munich.

## **§ 2 Objet social de la société**

L'objet social de la société est d'agir à la fois en tant que holding et en tant que société de services.

(1) Fonction de holding et fonction de services partagés :

a) la prise de participations de toute nature et de toute forme dans des consortiums, des entreprises ou des sociétés, quels que soient leur forme juridique et leur objet social, notamment dans les domaines des polices ou des services d'assistance, de voyage et d'assurance maladie, ainsi que la gestion et la vente de ces participations ;

b) fournir divers services de conseil, de supervision et autres aux sociétés du groupe Allianz Partners, y compris des services d'externalisation importants ou critiques.

(2) Fonctionner comme une société de services pour les entreprises internes d'Allianz, les entreprises tierces et les consommateurs :

a) l'organisation et la mise en œuvre de services d'assistance de toute nature dans le monde entier, en particulier l'assistance en cas de maladie, de panne ou d'autres situations d'urgence, ainsi que l'exécution d'autres services et transactions connexes ;

b) le courtage, le contrôle et l'attribution de services d'artisans et de services similaires dans le domaine de la réparation, de l'entretien, de la modernisation et de la rénovation de biens immobiliers, ainsi que la fourniture de tels services par des tiers ;

c) le courtage d'assurances et d'autres contrats portant sur des actifs, des services et des transactions, en particulier par l'intermédiaire de plateformes.

(3) Pour atteindre son objectif, la société est autorisée à

a) faire généralement toutes opérations d'opérationnel, commercial, financier, patrimonial ou autre se rattachant directement ou indirectement à l'objet social précité ou susceptibles d'en favoriser l'accomplissement et le développement ;

b) utiliser tous les instruments de vente et de marketing appropriés et légalement autorisés ;

c) créer des succursales en Allemagne et à l'étranger, acquérir des entreprises similaires et comparables et prendre des participations dans ces entreprises sous toute forme autorisée par la loi.

### **§ 3 Capital social, actions**

(1) Le capital social de la société s'élève à 824.739,00 EUR (soit huit cent vingt-quatre mille sept cent trente-neuf euros).

(2) Le capital social est divisé en 824 739 actions, d'un montant nominal de 1,00 EUR chacune.

### **§ 4 Durée de la société, exercice**

(1) La société a été créée pour une indéterminée.

(2) L'exercice financier correspond à l'année civile.

### **§ 5 Organes de la société**

Les organes de la société sont : le conseil d'administration (§ 6) et l'assemblée des actionnaires (§ 7).

### **§ 6 Gestion et représentation**

(1) La société a un ou plusieurs directeurs généraux (*Geschäftsführer*). Le nombre de directeurs généraux est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale peut nommer un président du conseil d'administration. Si un seul directeur général est nommé, il représente toujours seul la société. Si plusieurs administrateurs délégués sont nommés, la société est représentée par deux administrateurs délégués agissant conjointement ou par un administrateur délégué agissant conjointement avec un détenteur d'une procuration générale (*Prokurist*). La disposition ci-dessus s'applique également aux liquidateurs.

(2) Les directeurs généraux sont nommés et révoqués par les résolutions des actionnaires.

(3) Lors de la conclusion, de la modification ou de la résiliation des contrats de service, la société est représentée par l'assemblée des actionnaires.

(4) L'assemblée générale établit un règlement intérieur pour le conseil d'administration. Le règlement intérieur peut définir, *entre autres*, le type de transactions qui ne peuvent être effectuées qu'avec l'accord préalable de l'assemblée des actionnaires.

## **§ 7 Assemblées générales et résolutions des actionnaires**

(1) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales, qui peuvent également se tenir par le biais d'une conférence téléphonique ou vidéo, ou en dehors des assemblées générales - à condition que tous les actionnaires y participent - par des votes exprimés par écrit, par téléphone ou par des moyens électroniques. Les assemblées peuvent être convoquées sans exigence de forme particulière et peuvent notamment être convoquées verbalement ou par téléphone.

(2) Les résolutions des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, à moins qu'une majorité plus importante ne soit requise par la loi ou les présents statuts.

(3) Chaque euro du montant principal d'une action donne droit à une voix.

(4) L'assemblée des actionnaires atteint le quorum si les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée détiennent la majorité du capital social de la société.

(5) Les actionnaires qui ne peuvent pas assister à l'assemblée peuvent se faire représenter par une procuration sous forme de texte.

(6) Les assemblées générales sont convoquées par la direction si la loi ou les statuts l'exigent ou si la convocation d'une assemblée semble nécessaire dans l'intérêt de la société pour toute autre raison, chaque directeur général étant individuellement autorisé à convoquer une assemblée. Elles doivent également être convoquées chaque fois qu'un actionnaire en fait la demande, en indiquant l'objet et les motifs de la convocation. Les assemblées peuvent également être convoquées verbalement, par téléphone ou par voie électronique. Sur décision de la direction, les assemblées des actionnaires peuvent se tenir en tout lieu en Allemagne ou à l'étranger.

(7) Les résolutions adoptées sans exigence de forme particulière sont consignées dans un procès-verbal qui précise le jour et la forme de l'adoption de la résolution, son contenu et les votes exprimés. Ils doivent être signés par les actionnaires. Les résolutions adoptées en dehors d'une assemblée générale doivent être prises par écrit. Tout procès-verbal et toute résolution adoptée en dehors d'une assemblée générale doivent être signés au moyen d'une signature électronique non qualifiée (par exemple DocuSign ou Namirial). Ces exigences de forme ne s'appliquent pas aux résolutions notariées.

## **§ 8 États financiers annuels**

(1) La direction doit préparer les états financiers annuels (bilan, compte de résultat, notes) et, si la loi l'exige, le rapport de gestion dans le délai prescrit par la loi et les soumettre à l'assemblée générale des actionnaires immédiatement après leur préparation en vue de leur adoption. Lorsque les états financiers annuels et le rapport de gestion (si un tel rapport doit être préparé) sont contrôlés par un auditeur, les directeurs généraux soumettent ces documents ainsi que le rapport de l'auditeur à l'assemblée des actionnaires sans délai indu après réception du rapport d'audit de l'auditeur.

(2) L'assemblée générale des actionnaires adoptera chaque année, dans le délai fixé par la loi, une résolution portant notamment sur l'adoption des comptes annuels et l'affectation des bénéfices ou des pertes.

## **§ 9 Publications**

Les publications de la société sont effectuées exclusivement dans le journal officiel fédéral (*Bundesanzeiger*).

## **§ 10 Divisibilité**

La nullité totale ou partielle de certaines dispositions des présents statuts n'affecte pas la validité des autres dispositions.

Il en va de même lorsque certaines dispositions sont irréalisables. Pour remplacer une disposition invalide ou impraticable ou une partie invalide ou impraticable d'une disposition, l'assemblée générale conviendra de dispositions valides ou praticables, respectivement, qui reflètent l'intention et l'objectif et, en particulier, la substance économique de la disposition qui doit être remplacée.

## **§ 11 Dispositions finales**

Les frais de constitution de la société auprès du notaire et du tribunal d'enregistrement, y compris les frais de publication, ont été supportés par la société jusqu'à concurrence de 2 000,00 euros.

Je certifie que les données images contenues dans ce fichier (copie) correspondent au document papier (original) qui m'a été présenté.

Munich, 25 juillet 2024

Sebastian Herrler, notaire